

VÉNÉZUÉLA

En décembre, la République du Vénézuéla a pris le nom de République bolivarienne du Vénézuéla

CAPITALE : Caracas

SUPERFICIE : 912 050 km²

POPULATION : 22 777 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT et du GOUVERNEMENT : Rafael Caldera, remplacé par Hugo Chávez Frías le 2 février

LANGUE OFFICIELLE : espagnol

PEINE DE MORT : abolie

VÉNÉZUÉLA

La situation des droits humains au Vénézuéla ne s'est guère améliorée en 1999. Le nouveau gouvernement mis en place en février a fait part à plusieurs reprises de son attachement à la protection de ces droits. Cependant, les réformes constitutionnelles progressistes et autres dispositions en faveur de la protection des droits fondamentaux ne se sont toujours pas concrétisées par des mesures administratives et pratiques réelles. Les suspects de droit commun continuaient d'être arbitrairement arrêtés et maltraités ; certains ont été torturés ou exécutés de manière extrajudiciaire. L'inefficacité chronique de l'appareil judiciaire était à l'origine de la persistance de la surpopulation dans les prisons, où les conditions de détention s'apparentaient à un traitement cruel, inhumain et dégradant, caractéristique institutionnalisée de longue date du système carcéral. Au moins 400 détenus ont été tués, victimes de brutalités à l'intérieur même des prisons. Quelque 3700 demandeurs d'asile fuyant des violences à caractère politique en Colombie voisine ont été renvoyés dans leur pays sans que leur demande ait été dûment examinée dans le cadre d'une procédure d'asile exhaustive et équitable.

Contexte

En février, le colonel Hugo Chávez Frías, auteur d'un coup d'État militaire manqué en 1992, a accédé démocratiquement à la présidence du pays à la suite de l'élection de décembre 1998. Son gouvernement, mis en place dans un contexte de grave crise économique et de mécontentement général à l'égard des partis politiques traditionnels et de la corruption officielle, a promis des réformes radicales. Une nouvelle Constitution, approuvée en décembre par une majorité significative des électeurs, est entrée en vigueur le même mois. Le Congrès n'est pas parvenu à approuver les mesures législatives longtemps attendues qui visaient à renforcer les droits de la population indigène et à prohiber la torture. Le gouvernement a expliqué que la suspension d'au moins 120 juges constituait un premier pas vers la réforme du système judiciaire, largement considéré comme notoirement inefficace et soumis à des influences politiques. Les inondations et les glissements de terrain survenus dans l'État de Vargas, dans le nord du pays, à la suite des pluies torrentielles de la mi-décembre, auraient provoqué la mort de 20 000 à 50 000 personnes.

La nouvelle Constitution

En novembre, après plusieurs mois de consultation avec les partis politiques et les organisations représentant les différents secteurs de la société civile, l'Assemblée nationale constituante a achevé la rédaction d'une nouvelle Constitution. Celle-ci prévoyait des dispositions visant à renforcer la protection des droits humains, notamment la reconnaissance des traités internationaux relatifs à ces droits, l'attribution des cas relevant du domaine des droits fondamentaux à une juridiction autre que l'appareil judiciaire militaire et la condamnation des disparitions forcées. Les organisations non gouvernementales de défense des droits humains ont considéré ces dispositions et les autres mesures prises comme nettement progressistes, tout en soulignant le risque de les voir annihilées par d'autres dispositions constitutionnelles renforçant le pouvoir politique des forces armées. La Constitution n'a pas prohibé l'intervention des forces armées dans les affaires politiques.

Homicides perpétrés par les forces de sécurité

Au moins 100 personnes, pour la plupart soupçonnées d'avoir commis des infractions pénales, auraient été tuées par des membres de la police et des forces armées. Ce chiffre marque une diminution par rapport à ceux des années précédentes. Si la plupart des victimes ont été tuées par la police, au moins 15 l'ont été par des membres de l'armée. Une cinquantaine de personnes sont mortes dans des circonstances donnant à penser qu'il s'agissait d'exécutions extrajudiciaires.

Conditions carcérales

La crise du système carcéral s'est poursuivie malgré un allègement notable de la surpopulation et une baisse sensible de la proportion de personnes en détention provisoire. Les détenus continuaient d'être confrontés à une violence endémique. Au moins 400 prisonniers ont été tués en 1999. La plupart d'entre eux avaient subi des brutalités de la part d'autres détenus, mais certains avaient été agressés par des gardiens. Ce chiffre a fait dire à certains observateurs que les autorités avaient pratiquement perdu tout contrôle sur le système carcéral. Les conditions de vie dans les prisons et le manque de services et de soins les plus élémentaires s'apparentaient dans de nombreux cas à un traitement cruel, inhumain et dégradant. De très nombreux prisonniers seraient morts à cause des mauvaises conditions sanitaires et de l'insuffisance des soins médicaux.

En septembre, puis de nouveau en novembre, des représentants de l'État ont une fois de plus reconnu publiquement la gravité de la situation dans les prisons vénézuéliennes, ajoutant que le nouveau gouvernement allait s'attacher à résoudre ce problème.

Impunité

Les récentes réformes de l'appareil judiciaire, qui visent notamment à garantir que les procureurs et les juges appliquent rigoureusement et en toute indépendance les dispositions du nouveau Code de procédure pénale, doivent encore faire leurs preuves dans la lutte contre l'impunité dont jouissent les responsables d'actes de torture et d'exécutions extrajudiciaires.

En novembre, l'engagement déclaré du gouvernement vénézuélien de respecter les droits humains s'est confirmé lorsqu'il a annoncé devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme qu'il assumait la responsabilité de la mort de 37 personnes, de la disparition forcée de quatre autres et des passages à tabac infligés à encore trois autres. Ces 44 personnes avaient toutes été victimes de violences perpétrées par les forces de sécurité en février 1989, lors d'une semaine de manifestations et de pillages qui avait suivi l'introduction de mesures économiques par le gouvernement du président de l'époque, Carlos Andrés Pérez. À la fin de l'année, la Cour interaméricaine des droits de l'homme n'avait pas encore déterminé le montant des dommages et intérêts que le gouvernement devrait verser aux familles des victimes.

Demandeurs d'asile

Les autorités ont omis de donner à quelque 3 700 Colombiens, qui avaient passé la frontière pour fuir les violences à caractère politique dans leur pays, l'accès à une procédure d'asile exhaustive et équitable ayant pour but d'identifier ceux d'entre eux qui seraient en danger s'ils étaient renvoyés en Colombie. Ces demandeurs d'asile étaient arrivés en quatre vagues distinctes, après le début des offensives anti-insurrectionnelles menées par les forces de sécurité et les paramilitaires colombiens. Tous ont dû prendre le chemin du retour, la plupart apparemment de manière volontaire. Cependant, au moins 100 d'entre eux ont été renvoyés de force après avoir demandé aux organisations vénézuéliennes de défense des droits humains de les aider dans leurs démarches.

Traités ratifiés ou signés en 1999

Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes.